

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 04/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e

131 avenue Corot
13013 Marseille

Références : D-2024-1529
Code AIOT : 0006400688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2024 dans l'établissement SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e implanté 131, avenue Corot 13013 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction d'une plainte à l'encontre de la Semoulerie PANZANI - Marseille 13013 pour "nuisances sonores induites par des "machines" fonctionnant la nuit et ce, depuis le milieu de l'été". Ladite plainte a été déposée le 31/07/2024 sur la plateforme "Allô Mairie" par une voisine de l'usine à qui se sont également associés d'autres riverains du site. Elle a été relayée auprès des services du Préfet par l'Adjointe au Maire de Marseille en charge de l'environnement par courrier référencé n° 30714 B 12038.

Compte-tenu de la période indiquée par les services de la Mairie par courriel du 09/10/2024, "nuisances sonores induites par des "machines" fonctionnant la nuit et ce, depuis le milieu de l'été", l'inspection s'est attachée à analyser les activités susceptibles d'émettre des nuisances sonores durant la période du 1er au 31 juillet 2024 et principalement en périodes nocturnes.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral n° 2023-96 PC du 12/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e
- 131, avenue Corot 13013 Marseille
- Code AIOT : 0006400688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PANZANI fabrique dans son usine de Saint-Just de la semoule et de la farine de blé dur. Le site est soumis à IED au titre de la rubrique 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux). L'établissement est certifié ISO 14001.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bruits en limite de propriété	AP Complémentaire du 12/06/2023, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la plainte déposée le 31/07/2024 pour "nuisance sonore induites par des "machines" fonctionnant la nuit et ce, depuis le milieu de l'été", l'inspection a investigué autour des activités réalisées sur le site durant tout le mois de juillet 2024, notamment en périodes nocturnes.

Aucune activité nocturne potentiellement source de nuisance sonore n'a été identifiée durant la période sus-mentionnée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruits en limite de propriété

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2023, article 3.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores		
Prescription contrôlée :		
Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

L'inspection avait constaté lors de la visite d'inspection du 21/11/2024 que l'exploitant a investi dans des filtres nouvelle génération lui permettant notamment de réduire l'impact de ses activités sur l'environnement : réduction du nombre de points de rejet (un filtre remplace 3 ou 4 cyclones) et réduction des bruits car les nouveaux filtres sont munies de silencieux.

L'exploitant a présenté en séance le dernier rapport de mesures des niveaux sonores émis par le site.

Le rapport édité le 24/09/2024 a été rédigé suite à la campagne de mesures réalisées, en périodes diurnes (7 h à 22 h) et en périodes nocturnes (22 h à 7 h) :

- le 15 juillet 2024 (usine à l'arrêt) : toutes les mesures ont été conformes à la réglementation.
- le 27 août 2024 (usine en fonctionnement normal.) : les mesures nocturnes en limite de propriété au point 4, dont la source sonore identifiée est le Moulin D, sont non conformes à la réglementation. Les autres mesures sont conformes.

L'exploitant a identifié une anomalie sur le résultat de mesure nocturne au point 4 : aucune activité en particulier ne justifie le dépassement mesuré et a programmé pour janvier 2025 une deuxième série de mesures sur ce point.

Concernant la plainte déposée le 31/07/2024 pour nuisances sonores nocturnes, les points ci-après sont relevés par l'inspection :

- l'usine était à l'arrêt pour maintenance préventive du 6 au 22 juillet 2024 : aucune activité nocturne n'a été réalisée sur le site durant cette période;
- un camion grue est intervenu 2 fois sur le site, le 6 et le 18 juillet 2024, pour le démontage et remontage des filtres : les activités correspondantes ont été organisée uniquement en journée, pas d'activité nocturne réalisée ;
- la sanitation des filtres nécessaire dans le cadre de la maintenance préventive, potentiellement source de nuisance sonore, a été réalisée exclusivement en horaire de jour (de 8h à 18h).
- l'usine a repris ses activités en fonctionnement normal le 23 juillet 2024.

De ce qui précède, aucun élément ne permet de justifier que les nuisances sonores en périodes nocturnes indiquées par la plaignante sont liées aux activités de l'usine contrôlée durant la période du mois de juillet 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de la non-conformité réglementaire des relevés de mesures au point 4 en limite de propriété, il est attendu que l'exploitant transmette, sous une semaine, un élément justifiant la programmation de campagne de mesures contradictoire.

Le rapport de mesure des bruits sera transmis à l'inspection au plus tard en mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours